

*L'Adresse—M<sup>me</sup> Duplessis*

je peux vous assurer que comme notre gouvernement, les Canadiens estiment que le succès de ces négociations assurerait un avenir économique prometteur aux jeunes Canadiens de demain.

Finalement, mon quatrième objectif était de permettre aux femmes de prendre davantage de place dans notre société. Nous représentons 52 p. 100 de la population canadienne et il est tout à fait normal de voir à ce que nos intérêts soient adéquatement défendus.

Notre gouvernement est fort sensible à l'avancement de la femme dans notre société et c'est pourquoi la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie de planification de l'emploi établit pour la première fois des objectifs en ce qui a trait à la participation des femmes, aidant grandement ces dernières à se trouver un emploi durable et productif.

Le discours du Trône révèle la grande importance qu'accorde le gouvernement à l'élimination des obstacles à la libre et pleine participation des femmes à la vie nationale. Nous sommes heureux de l'augmentation appréciable, survenue ces derniers temps, du nombre de femmes nommées à des postes supérieurs de la Fonction publique et de divers conseils et organismes fédéraux. Mais il ne s'agit là que d'une première étape vers une pleine égalité. J'incite d'ailleurs le secteur privé à suivre cet exemple. Sa collaboration nous est essentielle pour assurer la réussite de nos objectifs.

L'adoption du principe d'équité en matière d'emploi, dont le rapport Abella donne les grandes lignes, respecte entièrement l'engagement du gouvernement en matière d'égalité totale pour les femmes. Les mesures annoncées pour assurer que les sociétés d'État, les entreprises qu'il réglemente et les compagnies privées liées avec celui-ci par contrats donnent aux femmes et aux minorités visibles de meilleures perspectives d'emploi ont déjà été adoptées par la Chambre des communes.

Pour ma part, je suis de celles qui croient fermement qu'il faille inciter les femmes à occuper de plus en plus de postes décisionnels, des postes de commande, et non pas seulement dans des secteurs traditionnels, mais bien dans des secteurs de pointe qui représentent l'avenir.

Comme vous le savez sans doute, je suis fort préoccupée par le secteur de la haute technologie. Lors de la dernière campagne électorale, je voulais voir se régler un des plus importants dossiers de ma circonscription, soit la création d'un institut national d'optique à Sainte-Foy. C'est avec énormément de fierté que j'ai eu le plaisir de participer, en compagnie des premiers ministres du Canada et du Québec, à l'annonce officielle qui a été faite le 5 juin 1986.

Monsieur le Président, la réalisation de cet institut assurera au Canada la création de nombreux nouveaux emplois permanents, un développement économique durable, tant aux niveaux local, provincial, national qu'international et est un autre exemple concret de la réconciliation nationale.

Lorsque je mentionnais tout à l'heure, monsieur le Président, que les femmes devraient occuper des postes dans des secteurs de pointe, je pense que la réalisation de ce projet d'envergure leur offre des possibilités inestimables de se procurer de l'emploi dans ces secteurs. De plus, c'est un moyen qui facilitera et encouragera la coopération entre les gouvernements, les universités et le secteur privé dans le domaine de la recherche et du développement. Cela démontre que notre gouvernement

est conscient de l'importance accrue du développement de la science et de la technologie au Canada et qu'il ne ménagera aucun effort pour favoriser son expansion.

Monsieur le Président, en tant que représentante d'une circonscription où le secteur technologique occupe un rang de premier plan, je ne peux que me réjouir d'une telle annonce.

En tant que femme, en tant qu'ex-enseignante, en tant qu'épouse, en tant que mère de famille, il me fait extrêmement chaud au coeur de relever la grande importance qu'accorde notre gouvernement à l'élimination des obstacles à la libre et à la pleine participation des femmes à la vie nationale et à l'accent mis sur la justice sociale et sur la famille. Comme je le répète souvent, je suis de celles qui croient fermement que la cellule familiale est la base même de notre société. Pour moi, le noyau familial est essentiel au développement normal de n'importe quel individu et de n'importe quelle société.

Comme cela a été mentionné dans le discours du Trône, le gouvernement Mulroney, guidé par son souci de justice sociale, proposera au cours de la présente session une vaste gamme d'initiatives visant notamment à soutenir cette institution fondamentale qu'est la famille.

Nous, les députés de cette Chambre, comprenons peut-être particulièrement bien l'importance de la vie familiale. Je suis certaine que nous avons tous, à un moment ou l'autre, vu comme il est difficile de concilier les exigences d'un programme chargé avec le désir d'être avec nos familles. Nous savons tous pertinemment combien l'appui, l'encouragement, la compréhension de notre famille sont précieux pour que nous puissions accomplir notre travail ici.

Je dirais aussi que nous avons tous fini par mesurer à quel point il est important de rehausser la qualité du temps que la famille passe ensemble et cela quelle qu'en soit la quantité. Pour le plus grand nombre de Canadiens et de Canadiennes, la famille est l'endroit où le climat d'amour et de confiance, où chacun des membres peut établir l'équilibre entre ses besoins personnels, les exigences de sa situation sociale et les pressions qu'exerce le fait de devoir s'instruire ou gagner sa vie.

Nous demandons beaucoup à la famille et elle nous demande beaucoup en retour, puisque nous avons envers elle la lourde obligation d'assurer sa réussite et sa survie. Quand il arrive quelque chose pour défaire le tissu familial, cela peut avoir des répercussions tragiques pour ses membres. Or, dans nos efforts pour renforcer et soutenir la famille, nous devons nous garder d'idéaliser l'entité familiale ou encore la considérer comme trop étroite pour embrasser l'expérience d'une vie d'un grand nombre de Canadiens. Il est vrai que la majorité des familles canadiennes sont ce que certains appelleraient des familles traditionnelles. Il n'y a dans mon esprit aucun doute que c'est grâce à la véritable participation des deux, dans la mesure où c'est indiqué et possible, que les parents peuvent le mieux amener les enfants à s'épanouir.

Mais, monsieur le Président, n'oublions pas qu'il y a dans notre pays bien des mères et bien des pères chefs de famille monoparentale qui travaillent durement pour assurer à leurs enfants un milieu familial positif. Ces femmes et ces hommes doivent relever des défis singuliers et notamment lutter contre ce qui reste encore des stéréotypes malheureusement entretenus à leur endroit par des anciennes mentalités. Il nous faut aussi tenir compte davantage de ces autres femmes, de ces